## AFFAIRE AMINATOU HAÏDER

# Le Maroc accuse l'Algérie

***«C'est l'Algérie et l e Polisario» qui ont fomenté l'affaire Aminatou Haïder, a déclaré, depuis Bruxelles, Taïb Fassi Fehri, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc. Mieux encore, selon lui, l'affaire Haïder fait partie d'un «agenda politique fomenté par Alger et le Polisario».***

**De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed**

Le ministre des Affaires étrangères marocain prenait part, à Bruxelles, au 8e Conseil d'association entre l'Union européenne et le Maroc. La chaîne de Télévision France 24 l'a interrogé depuis la capitale européenne sur l'avancée de ce traité mais surtout sur le sort de Aminatou Haïder, militante saharaouie des droits de l'homme en grève de la faim depuis plus de trois semaines. L'Espagne va assurer bientôt la présidence de l'Union européenne, et le chef du gouvernement espagnol José Luis Zappatero parle de difficultés avec le Maroc sur le cas Aminatou Haïder, refoulée du Maroc et à qui on a enlevé le passeport et qu'on a expulsée aux Canaries, a rappelé la journaliste qui demande au ministre «que répond le Maroc puisque l'Espagne a demandé à l'Onu d'intervenir et dit que cela pose réellement des problèmes dans les relations diplomatiques avec le Maroc». Avant de répondre que le Maroc ne fera rien et ne restituera pas le passeport, le diplomate marocain, qui a longuement essayé de convaincre que l'intéressée n'est pas Sahraoui mais Marocaine qui a renié sa nationalité, a déclaré qu'Aminatou «a voyagé dans 10 pays avec le passeport marocain et pas pour la noble cause des droits de l'homme».» «Elle les faisait (ces voyages) dans le cadre d'un agenda politique arrêté en dehors du Maroc et nous savons où et par qui», ajoutera-t-il. Et à la journaliste qui lui demandait de préciser, il a eu cette réponse : «Naturellement il s'agit des parties, l'Algérie et le Polisario, avec lesquelles nous sommes censés trouver une solution politique.» Pourquoi, poursuit-il, «après tant d'années où elle est rentrée et sortie avec son passeport marocain et après en avoir usé et abusé», elle n'a pas manifesté sa marocanité. Et le ministre de donner son explication : «C'est au moment où on est en train de discuter d'un nouveau round que cela survient et je constate que les autres parties ont déclaré qu'il n'y aura pas de 2e round de négociations tant que l'affaire Aminatou n'est pas réglée.» Aussi, ajoute-t-il, «les commanditaires, celui qui a orchestré l'opération Haïder, est responsable du blocage politique.» Et pour finir, il confirmera que Aminatou n'aura pas de passeport et n'a «qu'à rejoindre, parce qu'elle a refusé la nationalité marocaine , le Polisario qui continue d'encercler des centres de réfugiés sur le territoire algérien où il n'y a pas d'accès aux personnes et je souhaite que cette préoccupation humanitaire (pour Haïder) s'intéresse à la situation de ces personnes».

**K. B.-A.**

Photo : DR

## ÉGYPTE-ALGÉRIE

# Je te hais, moi non plus !

***L'Egypte reste irascible. Elle nous le fait savoir bruyamment. L'Algérie, qui fait valoir son flegme diplomatique, n'en a cure. A peine Chakib Khelil rentré du Caire où il a conclu affaires et répandu une once de diplomatie apaisante, Moufid Chehab, une voix autorisée, exhibe la hache de guerre.***

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) -** C'est à hérisser les cheveux sur un crâne chauve que cette prolongation qu'Alger et le Caire se livrent encore près d'un mois après la grande explication d'Omdourman, au Soudan. D'un côté, une Egypte ruminant une colère volcanique et de l'autre, une Algérie qui fait mine de ne pas l'entendre roter. Il valait peut-être de ne pas s'abaisser au niveau des éructations des médias cairotes à l'excitation maladive. L'attitude algérienne, tout le temps que durèrent les invectives égyptiennes, paraissait empreinte de suffisamment de sagesse, tant Alger n'était redevable d'aucune faute à expier. Le silence algérien face aux attaques acharnées égyptiennes valait son pesant de grandeur et de noblesse. Sauf, à notre sens, qu'il ne fallait pas exagérer la «gentillesse» jusqu'à faire fi du magma cairote toujours bouillonnant et, comme si de rien n'était, y diligenter un ministre de la République pour une visite officielle. Le ministre algérien de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, aurait pu se suffire de se rendre à la réunion ordinaire de l'organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Opaep) et ne pas annexer à ce séjour d'affaires une visite officielle au Caire. Car, dans l'histoire, ce n'était pas à Alger d'explorer les voies d'apaisement. C'était plutôt au Caire de corriger ses flagrantes bévues diplomatiques, la plus grave étant le rappel de son ambassadeur à Alger. Les diplomates interprètent une telle décision comme l'ultime étape avant la rupture diplomatique. On pensait l'Egypte happée par une déraison momentanée, conséquence de ses surenchères maladroites autour d'une confrontation sportive. Erreur ! L'Egypte refuse de s'administrer une médecine pour atténuer ses excès de fièvre. La visite de Khelil au Caire, entendue comme une volonté algérienne d'apaisement, n'aura rien changé à l'attitude belliqueuse égyptienne. Que l'on juge. Sitôt Khelil revenu d'Egypte, le gouvernement égyptien charge son secrétaire d'Etat chargé des affaires juridiques, Moufid Chehab de signifier quel sentiment lui procure le geste d'Alger. Le sentiment n'est pas le meilleur. «L'Egypte ne renverra pas son ambassadeur en Algérie s'il n'y a pas d'excuses officielles ou de dédommagements pour les dégâts subis par les entreprises et le peuple égyptiens», a affirmé Chehab au journal égyptien *Echourouk,* repris par l'AFP. En somme, rien de nouveau au pied de la pyramide de Khéops. Plutôt si, si l'on examine la déclaration à l'aune de ce qu'elle préfigure comme évolutions pratiques. A prendre Chehab aux mots, l'Egypte pousse à une rupture diplomatique pure et simple avec l'Algérie. Car, en conditionnant le renvoi sur Alger de son ambassadeur par des excuses officielles algériennes, elle s'enferme dans une logique de pourrissement, étant entendu que son exigence équivaut à quémander l'impossible.

### Le silence d'Alger parle-t-il ?

Pendant que l'Egypte agresseur joue sa farandole et crie à l'agression, l'Algérie s'essaye à la gestion sereine de la crise. Avec quelques ratés, cependant. L'expression diplomatique algérienne, qui s'est voulue d'éviter le tac au tac, laissant les Egyptiens s'enivrer de leurs propres inepties, n'a pas toujours été uniforme. On l'a lue et entendue saupoudrée de sucre chez Mourad Medelci et un tant soit peu ferme et piquante chez Ahmed Ouyahia. Ce dernier, éloigné des feux de la rampe durant les jours de la grande jubilation nationale d'après-victoire, a trouvé en la tripartie l'opportunité de dire son mot. Ses mots. Lui, contrairement à d'autres voix officielles qui se faisaient un devoir de voir en l'agitation égyptienne non pas un Ouragan mais juste une tempête passagère, opposa à l'arrogance cairote la noblesse algérienne. Ouyahia a visé là où ça pouvait faire mal, en mettant en exergue l'histoire nationale écrite en lettre de sang et non découverte en déroulant un papyrus. Ouyahia s'est retenu de reproduire cet exercice facile consistant à juste relater «l'enfer du Caire». Il a qualifié le déchaînement politico-médiatique égyptien de logorrhées qui ne pouvaient aucunement atteindre ni affecter l'Algérie. Après avoir entendu le Premier ministre s'exprimer, on s'imaginait mal, du moins dans l'immédiat, une virée diplomatique d'un ministre au Caire. Or, c'est ce qui s'est produit. s'agit-il d'une bivalence dans la gestion de la crise naissante avec l'Egypte ?

**S. A. I.**

# L'ANP et la Garde communale de Souk-El-Ténine récupèrent une bombe sur les lieux de l'attentat du 22 octobre

Une bombe artisanale a été découverte, lundi, par les éléments de l'Armée nationale populaire, relevant du sous-secteur militaire de Tadmaït, et ceux du détachement de la Garde communale de Souk-el-Ténine au niveau de l'endroit où s'est produit l'attentat terroriste du 22 octobre, qui a coûté la vie à 7 patriotes et leur chauffeur, travaillant pour le compte du groupe canadien SNC Lavallin.

Cet engin explosif se trouvait exactement sur la petite piste donnant sur le lieu de l'attentat, à savoir le CW 147 entre les communes de Souk-el-Ténine et celle de Mechtras. Son emplacement aurait été motivé pour une éventuelle intervention des services de sécurité lors de cette macabre boucherie.

La bombe a été désamorcée et récupérée. En outre, il y a lieu de souligner qu'une vaste opération de pilonnage du maquis d'El Maj a été enclenchée, lundi, et les tonitruants bombardements de cette sinistre base arrière de l'ex-GSPC se faisaient entendre à des kilomètres à la ronde, particulièrement dans ls communes de Maâtkas, Souk-el-Ténine, Mechtras et Aïn-Zaouia.

Pour l'heure, il est évident qu'on ne pourrait avoir la moindre bribe d'information sur cette opération qui se poursuit encore.

**Amayas Idir**

## COOPÉRATION

# L'ambassadeur du Canada achève une visite à l'ouest du pays

***L'ambassadeur du Canada en Algérie, son Excellence Patrick Parisot, a effectué une visite dans les wilayas d'Oran et de Sidi-Bel-Abbès, du 5 au 8 décembre dernier, au cours de laquelle il a notamment rencontré des opérateurs économiques.***

Des discussions ont, ainsi, été initiées entre les deux parties en vue du développement d'opportunités d'affaires, selon un communiqué de l'ambassade. Ces opportunités, comme l'a déclaré l'ambassadeur au cours de sa visite, peuvent être développées à travers des partenariats «mutuellement bénéfiques entre les deux pays». Il s'agit, notamment, des domaines du commerce, de l'économie et de la coopération.

Par ailleurs et au cours de sa visite, l'ambassadeur a abordé le concept de «responsabilité sociale des entreprises» (RSE), sur lequel il a apporté ces précisions : «On s'entend en général pour définir la responsabilité des entreprises comme la façon dont une entreprise interagit volontairement avec les intervenants d'une société dans le traitement d'enjeux, comme le respect des droits dans le domaine du travail, la protection de l'environnement, la lutte contre la corruption et le respect des droits des personnes.»

L'ambassadeur, toujours lors de sa tournée à l'ouest du pays, a aussi visité des établissements universitaires et s'est entretenu avec des représentants du mouvement associatif local. Enfin, il a également souligné que 50 000 Algériens vivent au Canada et que des entreprises canadiennes sont présentes en Algérie depuis plus de 40 ans.

**R. N.**